

DEVELOPPEMENT ET ENVIRONNEMENT : CAS DE LA PETITE PECHE¹

par

RABARISON ANDRIAMIRADO Guy Arthur

Les activités traditionnelles, parmi lesquelles la pêche, sont souvent présentées comme un frein au développement ou aussi un aspect caractéristique du sous-développement. Notre propos est d'essayer d'apporter quelques éclaircissements sur la question, puisque le problème étudié par ce colloque est le Développement et la protection de l'Environnement.

En identifiant les différents paramètres qui peuvent englober les activités de pêche traditionnelle, nous pourrions discuter par la suite si celle-ci est réellement un facteur contraignant pour l'économie et l'environnement. Il sera aussi intéressant de préciser sa place dans le processus économique.



LES CONCEPTS DE DEVELOPPEMENT ET L'ENVIRONNEMENT

Théories du développement

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, le problème du sous-développement n'existe pas en soi. Les thèses développées au début des années soixantes prédisent que les pays les moins développés, pour la plupart colonisés, viendront à la croissance par leur intégration au système des échanges internationaux, en exploitant leurs spécialisations (théorie de la "division internationale du travail" et des avantages comparatifs). Ces théories ne parlent pas de transformation des structures sociales.

Par la suite une nouvelle école dite critique libérale posera comme conditions la transformation des structures sociales et la planification, dans le processus de développement. En gros on reproche aux économies sous-développées d'être désarticulées et duales. Désarticulées car les divers secteurs d'activité n'entretiennent que peu ou pas de rapports entre eux. Duales parce qu'il y a juxtaposition d'une économie traditionnelle non-monnaire et à faible productivité (aussi appelée secteur informel) et d'un secteur moderne capitalistique tourné vers l'étranger.

Vers le milieu des années soixantes une critique externe, d'origine marxiste, présentera une ligne de pensée en rapport avec l'anti-impérialisme. Dans cette théorie le sous-développement des uns est le produit du développement des autres. L'Etat doit prendre en charge le développement, en brisant le rapport de domination impérialiste et en appliquant une planification forte qui peut revêtir divers aspects décentralisée, participative, auto-centrée, etc.. Il faut briser la dépendance vis-à-vis de l'extérieur en intégrant l'économie dans des ensembles régionaux et assurer une croissance qui ne multiplie pas les inégalités mais au contraire les restreigne. Cette théorie sera reprise souvent dans les discours officiels car elle apporte une caution aux pouvoirs en place dans les pays africains. Loin de menacer l'ordre établi, elle conforte la bourgeoisie locale dans leur investissement de l'appareil économique.

1 Communication présentée au colloque régional sur l'environnement et le développement, thème 5 - Agriculture - Elevage - Pêche à Antsiranana, 10 - 14 septembre 1990

Pour l'école de la *critique interne*, le développement serait la croissance, avec pour finalité l'Homme dans toutes ses dimensions. La croissance exprime en termes de coûts de l'homme. Il s'agit en fait d'une ligne de pensée humaniste qui se rapproche de la définition de la santé adoptée par l'OMS (état complet de bien-être physique, mental et social).

En fin de compte, quelque soit l'école de pensée, le concept de *développement* apparaît comme l'habillage idéologique de la croissance, toujours conçue comme un processus cumulatif auto-entretenu. Cependant l'accumulation, monétaire ou autre, entraîne de profonds bouleversements sociaux qui vont de la capitalisation de la force de travail à la constitution éventuelle de classes sociales antagonistes. Les structures sociales rurales africaines fonctionnent souvent de telle sorte que la croissance cumulative et auto-entretenu met en danger leur survie. Elles produisent donc des *réponses* destinées à limiter les effets des changements apportés par les opérations de développement. La notion de *développement rural* apparaît ainsi comme un rapport de force entre deux modes de reproduction contradictoire où l'un s'impose progressivement à l'autre.

Le problème de l'environnement

La sauvegarde de l'environnement est devenue actuellement le nouveau cheval de bataille des pays occidentaux. Depuis quelques années les travaux sur la détérioration des équilibres écologiques, la réduction de la biodiversité de quelques écosystèmes particuliers, la diminution de la couche d'ozone protectrice de la stratosphère, en certains endroits, la variabilité des phénomènes climatiques en divers points du globe, ont éveillé l'intérêt populaire.

On note assez étrangement que cet engouement pour la protection de l'environnement, venu des pays industrialisés, coïncide avec une période de remise en question par tout le monde, de la théorie de l'assistance au développement. Un peu partout les *projets de développement* trouvent de moins en moins d'acquéreur. Aucune technique d'évaluation ou de post-évaluation de projet ne semble permettre d'espérer que les assistances au développement atteindront un jour leur objectif.

Au cours de ces trente dernières années qui ont vu la décolonisation progressive des pays du tiers monde, on a assisté parallèlement à une accélération impressionnante des modifications du milieu naturel provenant souvent des pollutions industrielles, au niveau des pays industrialisés. Les pays sous-développés, emmêlés dans leurs problèmes de politiques internes et de l'alourdissement des dettes externes, voyaient le fossé économique les séparant des nantis se creusant de plus en plus.

Aux cris d'alarme des scientifiques dans les années soixante dix se sont ajoutés quelques accidents de grande envergure (centrales nucléaires...) qui ont focalisé la sensibilité populaire. Par ailleurs, des variations climatiques à grande échelle sont observées (sécheresse notamment). Il est clair que cet ensemble d'éléments a permis la création et la mise en place d'un nouveau pôle d'intérêt et d'action dans les relations Nord-Sud.

Le problème est que si dans les pays industrialisés les normes et mesures de protection contre la pollution commencent à être largement reconnues, les pays sous-développés se sentent peu ou pas responsables des causes de pollution et de façon plus générale par les dégradations de l'environnement.

Concernant le cas particulier de la pêche traditionnelle, on l'accuse de faire une *mésexploitation* sinon simplement une surexploitation des ressources, du fait qu'elle se pratique dans des zones de concentration des jeunes. Si elle n'entraîne pas de pollution, on peut par contre la soupçonner d'être à l'origine de la disparition de certaines espèces sensibles.

En définitive, les concepts de développement et d'environnement paraissent contraires à la notion de pêche traditionnelle, activité menée par une société aux structures ne

correspondant aux normes occidentales et peu soucieuse de drames écologiques.

LA PECHE TRADITIONNELLE : REVUE SECTORIELLE

Concepts et réalités

La pêche traditionnelle peut être incluse dans la catégorie de la *petite pêche* ou *pêche artisanale* du fait que ces acteurs sont avant tout des Artisans, exerçant à leur compte, seuls ou avec l'aide des membres de leurs familles (référence : dictionnaire). C'est pourquoi nous reprenons ici quelques-uns des résultats présentés par BACLE et CECIL dans leur revue sectorielle intitulée "La pêche artisanale en Afrique sub-saharienne : sondages et recherches vers le développement" (ACDI novembre 1989).

Les hommes de terrain comme les scientifiques ont des difficultés à donner une définition générale au concept de pêche traditionnelle. Cela vient sans doute du caractère *évident* de la situation. Par ailleurs, la petite pêche est marquée par une grande diversité des paramètres et une extrême hétérogénéité dans les facteurs techniques ou géographiques.

Cependant, la caractéristique essentielle est qu'elle appartient au *secteur informel*. Schématiquement le pêcheur artisan

- * est propriétaire de ses moyens de production;
- * assume les pertes et profits de son activité;
- * utilise des techniques simples et empiriques;
- * opère avec des coûts réduits;
- * mais réalise une productivité importante par rapport aux investissements;
- * produit des poissons de qualité mais qui n'arrivent pas (ou peu) sur les circuits du marché;
- * travaille très près de la côte et de façon décentralisée.

Les communautés de pêcheurs constituent des réseaux d'appuis, de communications ou d'interactions entre groupes sans flux monétaire, et donc en marge de la société moderne. Si ses structures commencent à être étudiées, ses modes de fonctionnement sont peu connus. Un grand nombre de projets de type *développement rural* ont échoué parce que l'artisan pêcheur se laisse difficilement organiser par toute autorité externe ou interne. La rentabilité économique du secteur est difficilement quantifiable, mais il est sûr qu'il est viable. Malgré tous les blocages, l'activité a subsisté jusqu'à présent.

Dans beaucoup de régions, l'usage du moteur hors-bord est devenu généralisé. Les analyses montrent toutefois que sa rentabilisation est difficile, souvent marginale. De plus certains modèles (diesel notamment) sont jugés peu adaptés par les pêcheurs. C'est donc un aspect du *développement* qui est passé dans les usages mais où les recherches et améliorations restent encore à faire.

Un autre point très important est que la pêche traditionnelle subit de plus en plus la pression territoriale des développements urbains, industriels et du tourisme du côté terre, et de la pêche industrielle du côté mer. L'interpénétration des domaines ne permet pas souvent de préciser si les menaces de surpêche et les mesures de protection ou de restauration des ressources impliquent en premier lieu la pêche traditionnelle. En effet, les coutumes agissent comme des régulateurs écologiques pour la ressource

Les migrations des groupes des *petits pêcheurs* ajoutent à l'hétérogénéité du secteur une dimension sociale et culturelle. La raison principale sera la recherche du poisson, mais il arrive parfois qu'elles soient autant dictées par les marchés que par la ressource. La migration peut renforcer le caractère marginal des pêcheurs, même dans les cas où il s'agit d'approcher des marchés plus lucratifs.

Les femmes sont présentes dans pratiquement la moitié des activités (transformation, commercialisation). Qui plus est, les habitudes de dépenses et l'endettement chronique de beaucoup de pêcheurs semblent être des facteurs de paupérisation, alors que les femmes apparaissent plus aptes à gérer leurs affaires et à réaliser des économies, au point de pouvoir financer les activités des hommes

Alors que les efforts de développement marquent le pas, la recherche est jugée inadaptée. D'un côté, il y a trop d'études *théoriques* et de *missions techniques d'experts* et de l'autre on déplore que beaucoup de projets ont connu des échecs par insuffisance de recherches préalables, notamment dans la participation des populations-cibles. Dans ce contexte, les organismes préfèrent financer les recherches appliquées dans le domaine technique qui évoluent vite comme l'évaluation de la surpêche, l'aquaculture, la réduction des pertes post-récoltes etc...

Vers quel développement?

Un des problèmes apportés par les actions de développement est la concentration de la propriété des moyens de production entre les mains des non-pêcheurs. Ceci est tout à l'opposé du concept de *pêche artisanale*. Il est à craindre qu'à la limite le *développement* donnera naissance à un nouveau prolétariat au niveau du secteur. Certains organismes ont compris le risque et l'on assiste de plus en plus à des *petits projets* dispersés près des communautés de pêcheurs où des ONG sont partenaires et garantissent la prise en charge par les pêcheurs des nouveaux équipements. Ces actions reprennent le principe du *développement intégré*.

L'augmentation de la production *artisanale* pour l'approvisionnement de l'industrie est parfois avancée comme un but. Une telle approche risque de dénaturer le secteur. Le cas le plus célèbre est le village de Djifère au Sénégal. Une usine de production de farine de poisson (exportée vers l'Europe) d'une capacité de 50 000 tonnes par an était alimentée exclusivement par les pirogues. En 1978, 31 000 tonnes de petits poissons pélagiques (sardinelles) ont été capturées par les pirogues équipées de senne tournante. Les meilleurs rendements ont atteint 1274 tonnes/pirogue. C'est un exemple type d'excès de développement. L'objectif prioritaire est actuellement plutôt l'amélioration de la qualité des produits commercialisés. Les recherches sur les techniques de conservation et de traitement apparaissent très utiles.

D'après les analyses, le poisson est une protéine de pauvres dans les pays sous-développés, alors qu'il est une protéine de riches dans les pays riches. La consommation de poisson est la plus élevée auprès des populations pauvres côtières à Madagascar. Dans les centres urbains et dans les pays occidentaux ce sont plutôt les riches qui consomment plus de poisson (les prix sont supérieurs à ceux de la viande ou même de la volaille). L'objectif devrait être d'inverser le processus, le poisson est une protéine de qualité, jugée par beaucoup de nutritionnistes comme meilleure que la viande des points de vue diététique et santé.

Les orientations pour lesquelles les pêcheurs sont les plus sensibles sont l'amélioration des outils de travail (pirogue, équipement de pêche, de stockage) et des conditions de sécurité en mer. Ces recherches sont à entreprendre sans perdre de vue les caractéristiques du secteur.

Le rôle des femmes dans les projets concernant la petite pêche doit être mieux ciblé, plus important. Les opérations qui ont le mieux marché sont en effet celles où la place capitale a été laissée aux femmes (*ex* : projet Casamance au Sénégal).

L'assistance technique expatriée est de plus en plus controversée, surtout du fait que les compétences nationales existent, soit au niveau de la production, soit au niveau de la gestion et de la recherche. La modernisation des attitudes passerait par l'augmentation de l'utilisation de ces compétences.

Le principe de développement intégré n'est pas nouveau. Les dirigeants l'ont utilisé dans les projets appliqués aux sociétés rurales (de pêcheurs) où les échecs rencontrés étaient dus à l'imposition de l'organisation "extérieure", les coopératives, avec des procédures non conformes aux modes de vie (système d'épargne rural, de redistribution des richesses). La nouvelle génération de *projets intégrés* devra tenir compte des leçons du passé.

Au niveau des chercheurs, des développeurs et des administrateurs, le travail le plus important sera de créer ou renforcer les liens entre compréhension et action, entre recherche et développement, afin de rendre notre réflexion pertinente. Il faut accepter le fait que "beaucoup d'entre nous qui sommes impliqués dans l'étude du développement sont devenus une partie du problème plutôt qu'une partie de la solution" (EDWARDS, janvier 1989).

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BACLE, Jean, CECIL, Robert, 1989.- La pêche artisanale en Afrique sub-saharienne : sondages et recherches. *Agence canadienne de développement international*, 143 p.

EDWARDS, Michael, 1989.- The Irrelevance of Development Studies. *Third World Quarterly*, pp. 116-135